

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 95

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 giugno 2004)

—————

Raccomandazione n. 744
sulle missioni di stabilizzazione dell'Unione Europea in Europa sud-orientale

—————
Annunziata il 13 luglio 2004
—————

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA
SICUREZZA E DELLA DIFESA**

**PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 giugno 2004)**

Raccomandazione n. 744
sulle missioni di stabilizzazione dell'Unione Europea in Europa sud-orientale

Annunziata il 13 luglio 2004

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant de l'adhésion à l'UE de huit pays d'Europe centrale et orientale, désormais solidement ancrés dans une région où la stabilité et la sécurité sont dans l'intérêt de tous;

(ii) Rappelant que l'UE constitue un exemple unique de réconciliation et de communauté d'idéaux entre nations démocratiques attachées à l'économie de marché et à l'Etat de droit;

(iii) Consciente néanmoins qu'il reste beaucoup à faire, à la suite de la vague d'adhésions du 1er mai 2004, avant que les pays des Balkans occidentaux puissent satisfaire aux obligations que comporte l'adhésion à l'UE;

(iv) Souscrivant à la recommandation de la Commission européenne d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Croatie, ce pays satisfaisant désormais aux critères politiques de Copenhague et coopérant avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY);

(v) Constatant avec satisfaction que le processus de stabilisation et d'association (PSA) mis en place par l'UE constitue un programme complet destiné à aider les pays restants des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, ancienne République yougoslave de Macédoine et Serbie-Monténégro) à progresser vers une candidature réaliste à l'UE;

(vi) Reconnaissant que ce processus a déjà apporté d'importantes améliorations dans la région en ce qui concerne la stabilité, le fonctionnement de la démocratie et la mise en oeuvre du programme des réformes;

(vii) Notant que le Conseil européen réuni à Thessalonique en 2003 a renforcé le processus de stabilisation et d'association (PSA) en y incluant de nouveaux instruments et que cette année, des partenariats européens, fixant les priorités d'action à court, moyen et long terme, sont mis en place en faveur de chaque pays participant au PSA;

(viii) Se félicitant que, dans le cadre de la préparation des pays des Balkans occidentaux à leur future adhésion éventuelle, l'UE assume également des responsabilités militaires et de maintien de l'ordre, dans le but de créer un environnement sûr et d'aider ces pays à constituer des forces de police efficaces, qui opèrent en conformité avec les normes de l'Europe occidentale;

(ix) Préoccupée par l'ampleur et le caractère endémique du crime organisé en Albanie, qui s'est propagé également dans d'autres pays de la région et en Europe occidentale;

(x) Regrettant que les gouvernements albanais successifs n'aient pas fait preuve d'une volonté politique suffisante pour s'atteler à ce problème qui freine considérablement le développement d'une économie saine et constitue un obstacle sérieux au renforcement de la transparence politique;

(xi) Notant que l'Elément multinational de conseil en matière de police (EMCP) a été remplacé par une mission de police de l'UE dont le mandat est beaucoup plus restreint alors que la police albanaise est encore loin d'être prête à pouvoir faire face à la tâche ardue de lutter contre le crime organisé qui défie l'Etat de droit;

(xii) Estimant, à la lumière de l'évaluation faite par la Commission européenne, qui évoque les faiblesses préoccupantes de la lutte contre le crime organisé et la corruption et du fonctionnement du système judiciaire, que l'UE devrait élargir le mandat de sa mission de police en Albanie et accroître ses effectifs afin d'aider ce pays à se conformer aux critères de Copenhague en matière d'application de la loi et à empêcher la criminalité d'origine albanaise de se propager dans les pays voisins et au-delà;

(xiii) Convenant que l'UE ne pourra ouvrir des négociations avec la Bosnie-Herzégovine sur un accord de stabilisation et d'association que lorsque ce pays aura suffisamment progressé dans les seize domaines de réformes définis dans l'étude de faisabilité, dont la mise en oeuvre a été entravée jusqu'ici par la lenteur du processus d'adaptation politique aux normes de l'UE et le sous-développement de ses institutions nationales et gouvernementales;

(xiv) Regrettant toutefois la lenteur des progrès dans l'amélioration de la situation politique et le sous-développement persistant des institutions gouvernementales et étatiques;

(xv) Déplorant également qu'en Bosnie-Herzégovine, le pouvoir soit toujours trop fortement concentré entre les mains des institutions gouvernementales locales et régionales, de forte obédience ethnique et nationaliste;

(xvi) Saluant la récente réforme en matière de défense qui institue un mini-

stère de la défense unitaire au niveau de l'Etat, chargé de superviser le commandement unique des deux armées distinctes du pays, et espérant que toutes les réformes seront également mises en oeuvre dans la pratique;

(xvii) Reconnaissant le rôle joué par la mission de police de l'UE en Bosnie-Herzégovine mais déplorant qu'en raison de la réduction de son mandat et de ses effectifs, elle ne soit pas à même de guider et d'accompagner la police du pays dans un certain nombre de tâches essentielles telles que la lutte contre le crime organisé;

(xviii) Prenant note de l'intention de l'UE de prendre la relève de la SFOR dirigée par l'OTAN pour continuer d'assurer la présence militaire étrangère qui demeurera essentielle pendant quelque temps encore pour le maintien de la paix et de la sécurité en Bosnie-Herzégovine et dont l'autorité devra être établie d'emblée;

(xix) Insistant sur le fait que la future force de l'UE devra comporter un important élément de type gendarmerie pour accomplir les tâches pour lesquelles la plupart des militaires ne sont pas formés et que les forces de police normales ne peuvent accomplir;

(xx) Notant qu'il est absolument indispensable que toutes les forces armées, la police et les autorités civiles coordonnent leurs efforts le plus étroitement possible dans la lutte contre le terrorisme, et que cette question ne doit pas devenir l'enjeu, en Bosnie-Herzégovine, de conflits de compétences entre les autorités nationales et internationales mais être réglée en coopération avec l'UE et l'OTAN;

(xxi) Rendait hommage au défunt Président Boris Traovski, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, pour la constance avec laquelle il s'est efforcé de promouvoir, en tant que dirigeant modéré, l'unité nationale et l'intégration rapide de son pays dans les structures euro-atlantiques;

(xxii) Consciente de l'importance sociale des traditions religieuses, historiques et culturelles, et insistant en conséquence sur le fait que les sites religieux et culturels doivent être efficacement protégés et que des relations de confiance et de respect mutuels doivent être établies entre les communautés, renforcées par un système d'enseignement moderne;

(xxiii) Convaincue que les institutions provisoires d'administration autonome ont un rôle important à jouer au Kosovo dans la lutte contre l'extrémisme et l'intolérance qui sévissent dans la population;

(xxiv) Estimant que tout nouveau renvoi des discussions sur la question d'un statut final pour le Kosovo ne fera qu'aggraver la situation actuelle, où l'absence de développement économique et le chômage massif entraînent une frustration et des tensions croissantes en raison de l'incertitude qui pèse sur l'avenir à long terme du Kosovo;

(xxv) Considérant qu'il est urgent que la MINUK revitalise l'économie en faisant tout son possible pour soutenir une privatisation rigoureuse;

(xxvi) Reconnaissant que la cohabitation de différents groupes ethniques dans une société multi-ethnique ne peut être imposée de l'extérieur aux communautés concernées et que, pour procurer la sécurité aux communautés serbes du Kosovo et leur offrir des services sociaux, les structures parallèles établies à cet effet devront peut-être être reconnues, régularisées et, si nécessaire, soutenues par les institutions provisoires d'administration autonome,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE A:

1. Continuer à donner la primauté à une solide action européenne multidimensionnelle, s'appuyant sur tous les instruments disponibles, afin d'accroître la prospérité, la stabilité et la sécurité de l'en-

semble de la région des Balkans occidentaux;

2. Insister pour que l'OTAN continue à maintenir une présence visible et substantielle dans les Balkans occidentaux, notamment en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, en mettant à disposition des forces de réserve bien entraînées et suffisantes en vue d'un déploiement rapide sur le théâtre des Balkans;

3. Déployer les forces nécessaires et bien entraînées en Bosnie-Herzégovine afin d'y assumer le rôle actuellement joué par la SFOR et à les doter d'un commandant et d'effectifs expérimentés qui sachent imposer leur autorité dès le premier jour d'exercice de leur mandat;

4. Oeuvrer à une coopération des plus étroites entre sa propre Force de stabilisation en Bosnie-Herzégovine et la présence résiduelle de l'OTAN dans ce pays afin de garantir une définition claire des rôles et des responsabilités respectifs des deux organisations;

5. Assurer en coordination avec les Nations unies une passation régulière et progressive des pouvoirs, pour la gouvernance interne du Kosovo, entre la MINUK et le gouvernement provisoire qui sera élu à Pristina en novembre 2004;

6. Insister auprès du « Groupe des cinq » pour qu'il convienne d'ici le début 2005 d'une stratégie relative à la définition d'un statut internationalement reconnu pour le Kosovo, qui bénéficie de la confiance de son peuple et transcende les divisions des

communautés, et soit acceptable par ses voisins;

7. Demander instamment à l'OTAN de mettre en oeuvre une réforme approfondie du Corps de protection du Kosovo afin de le rendre plus performant en lui fournissant la formation, l'équipement et les effectifs nécessaires pour lui permettre de s'acquitter pleinement des missions qui lui sont dévolues;

8. Encourager, au besoin avec le concours de l'UE, la formation et le soutien à la mise en place d'un système d'enseignement, ainsi que la poursuite du développement des services publics dans l'ensemble des Balkans occidentaux, qui allient compétence et fiabilité professionnelles à une responsabilité totale vis-à-vis de leurs gouvernements démocratiquement élus;

9. Soutenir la mise en place d'un système judiciaire et pénal solide, fondé sur les droits de l'homme, afin d'étayer de manière cohérente l'Etat de droit, et s'assurer qu'il soit doté des ressources appropriées ;

10. Continuer à reconnaître pleinement la nécessité pour les minorités de participer activement à la gestion des affaires publiques et au développement institutionnel, social et culturel des pays dans lesquels elles vivent;

11. Manifester son soutien politique, diplomatique et, au besoin, militaire en faveur de l'intégration des Balkans occidentaux dans les structures euro-atlantiques.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 744****sulle missioni di stabilizzazione dell'Unione Europea in Europa sud-orientale**

L'ASSEMBLEA,

(i) Accogliendo con favore l'adesione all'UE di otto paesi dell'Europa centrale ed orientale, ormai solidamente radicati in una regione in cui stabilità e sicurezza sono nell'interesse di tutti;

(ii) Ricordando che l'UE costituisce un esempio unico di riconciliazione e comunanza d'ideali tra nazioni democratiche legate all'economia di mercato ed allo Stato di diritto;

(iii) Consapevole cionondimeno che resta ancora molto da fare, successivamente all'ondata di adesioni del 1 maggio 2004, prima che i paesi dei Balcani occidentali possano assolvere agli obblighi derivanti dall'adesione all'UE;

(iv) Approvando la raccomandazione della Commissione Europea di aprire i negoziati di adesione con la Croazia, paese che ormai soddisfa i criteri politici di Copenaghen e coopera con il Tribunale penale internazionale per la Ex Jugoslavia (TPIJ);

(v) Constatando con soddisfazione che il processo di stabilizzazione e d'associazione (PSA) attuato dall'UE costituisce un programma completo destinato ad aiutare i rimanenti paesi balcanici occidentali (Albania, Bosnia-Erzegovina, Ex Repubblica Jugoslava di Macedonia, Serbia e Montenegro) a progredire verso una candidatura realistica all'Unione Europea;

(vi) Riconoscendo che il processo ha già dato luogo a notevoli miglioramenti nella regione in termini di stabilità, funzionamento della democrazia ed attuazione di programmi di riforme;

(vii) Prendendo atto del fatto che il Consiglio Europeo riunitosi a Salonicco nel 2003 ha rafforzato il processo di stabilizzazione e d'associazione (PSA) inserendovi nuovi strumenti e che, quest'anno, vengono istituiti dei partenariati europei a beneficio di ciascun partecipante al PSA;

(viii) Accogliendo con favore il fatto che, nell'ambito della preparazione dei paesi dei Balcani occidentali alla loro eventuale adesione futura, l'UE si assume altresì responsabilità militari e di mantenimento dell'ordine, al fine di creare un ambiente sicuro ed aiutare tali paesi ad istituire forze di polizia efficienti, che agiscano nel rispetto delle norme vigenti in Europa occidentale;

(ix) Preoccupata dalla portata e dalla natura endemica della criminalità organizzata in Albania, che si è estesa anche ad altri paesi della regione e dell'Europa occidentale;

(x) Rammaricandosi del fatto che i governi albanesi succedutisi non abbiano dato prova di una volontà politica sufficiente ad affrontare questa problematica, che rallenta considerevolmente lo sviluppo di un'economia sana e costituisce un grave

ostacolo al rafforzamento della trasparenza politica;

(xi) Prendendo atto che l'Elemento multinazionale di consulenza in materia di polizia (EMCP) è stato sostituito da una missione di polizia dell'UE dal mandato molto meno ampio, mentre la polizia albanese è ancora lungi dall'essere pronta a far fronte al compito impegnativo di lottare contro la criminalità organizzata che sfida lo Stato di diritto;

(xii) Ritenendo che, alla luce della valutazione compiuta dalla Commissione Europea, la quale evidenzia i preoccupanti punti di debolezza della lotta contro la criminalità organizzata e la corruzione del sistema giudiziario, l'UE dovrebbe ampliare il mandato della propria missione di polizia in Albania ed aumentare l'organico al fine di aiutare il Paese a soddisfare i criteri di Copenaghen in materia di applicazione della legge e ad impedire alla criminalità d'origine albanese di propagarsi nei paesi limitrofi ed oltre;

(xiii) Convenendo che l'UE potrà aprire negoziati con la Bosnia-Erzegovina su un accordo di stabilizzazione e d'associazione soltanto quando quest'ultima avrà compiuto sufficienti progressi nei sedici ambiti di riforma individuati nello studio di fattibilità, la cui attuazione è ostacolata dalla lentezza del processo di adattamento politico alle norme dell'UE e dal sottosviluppo delle istituzioni nazionali e di governo;

(xiv) Rammaricandosi, tuttavia, della lentezza dei progressi nella direzione del miglioramento della situazione politica e del sottosviluppo persistente delle istituzioni di governo e statali;

(xv) Deplorando altresì il fatto che in Bosnia-Erzegovina il potere sia sempre troppo concentrato nelle mani di istituzioni di governo locali e regionali di forte obbedienza etnica e nazionalista;

(xvi) Accogliendo con favore la recente riforma in materia di difesa che istituisce un ministero della difesa unitario a livello statale, incaricato di sovrintendere al comando unico dei due eserciti distinti del Paese e sperando che tutte le riforme vengano similmente attuate in maniera fattiva;

(xvii) Riconoscendo il ruolo svolto dalla missione di polizia dell'UE in Bosnia-Erzegovina, ma deplorando che, a causa della limitazione del mandato e della riduzione dell'organico, essa non sia in grado di guidare ed accompagnare la polizia del Paese nello svolgimento di un certo numero di mansioni essenziali quale la lotta alla criminalità organizzata;

(xviii) Prendendo atto dell'intenzione dell'UE di prendere il testimone dalla SFOR diretta dalla NATO, per continuare a garantire una presenza militare straniera che resterà essenziale ancora per qualche tempo per il mantenimento della pace e della sicurezza in Bosnia-Erzegovina e la cui autorità dovrà essere immediatamente definita;

(xix) Insistendo sul fatto che la futura forza dell'UE dovrà constare di un forte elemento di gendarmeria che assolverà ai compiti per i quali la maggior parte dei militari non sono addestrati e che le forze di polizia ordinarie non possono svolgere;

(xx) Notando che è assolutamente indispensabile che tutte le forze armate, la polizia e le autorità civili coordinino i loro sforzi più serratamente possibile nella lotta al terrorismo e che questa problematica non deve diventare la posta, in Bosnia-Erzegovina, di conflitti di competenze tra autorità nazionali ed internazionali, bensì essere risolta in collaborazione con UE e NATO;

(xxi) Rendendo omaggio al compianto Presidente dell'ex Repubblica Jugoslavia di Macedonia, Boris Trajkovski, per la costanza con la quale ha promosso, da dirigente moderato, l'unità nazionale e la

rapida integrazione del suo Paese nelle strutture neo-atlantiche;

(xxii) Consapevole della rilevanza sociale delle tradizioni religiose, storiche e culturali e, conseguentemente, insistendo sul fatto che i luoghi religiosi e di cultura debbano essere protetti in maniera efficace e sulla necessità di instaurare rapporti di fiducia e rispetto reciproco tra le comunità, rafforzate da un sistema d'insegnamento moderno;

(xxiii) Convinta che le istituzioni provvisorie dell'amministrazione autonoma abbiano un importante ruolo da svolgere in Kosovo nella lotta all'estremismo ed all'intolleranza che imperversano tra la popolazione;

(xxiv) Ritenendo che ogni ulteriore rinvio delle discussioni sulla questione di uno status definitivo per il Kosovo non farà che aggravare la situazione attuale, che vede assenza di sviluppo economico e disoccupazione massiccia causare frustrazione e tensioni crescenti a causa dell'incertezza che pesa sul futuro di lungo periodo del Kosovo;

(xxv) Considerando urgente che la MINUK infonda nuova vitalità all'economia, facendo quanto in suo potere per sostenere una privatizzazione rigorosa;

(xxvi) Riconoscendo che la coesistenza di gruppi etnici diversi in una società multietnica non può essere imposta dall'esterno alle comunità interessate e che, per dare sicurezza alle comunità serbe del Kosovo e fornire loro servizi sociali, le strutture parallele istituite a tal fine dovranno forse essere riconosciute, regolarizzate e, ove necessario, sostenute dalle istituzioni provvisorie dell'amministrazione autonoma,

**RACCOMANDA AL CONSIGLIO
D'INVITARE L'UNIONE EUROPEA A:**

1. Continuare ad attribuire importanza primaria ad una solida azione europea

pluridimensionale, basantesi su tutti gli strumenti disponibili, allo scopo di aumentare la prosperità, la stabilità e la sicurezza di tutta la regione del Balcani occidentali;

2. Insistere perché la NATO continui a mantenere una presenza visibile e sostanziale nei Balcani occidentali e segnatamente in Bosnia-Erzegovina e Kosovo, mettendo a disposizione forze di riserva ben addestrate e sufficienti in vista di un dispiegamento rapido sul teatro dei Balcani;

3. Dispiegare forze sufficienti e ben addestrate in Bosnia-Erzegovina per assumere il ruolo attualmente svolto dalla SFOR e dotarle di un comando ed un organico d'esperienza, che sappiano imporre la loro autorità sin dal primo giorno di svolgimento del mandato;

4. Lavorare per una strettissima collaborazione tra la propria Forza di stabilizzazione in Bosnia-Erzegovina e la presenza residua della NATO in questo Paese, in modo da garantire una chiara definizione dei ruoli e delle rispettive responsabilità delle due organizzazioni;

5. Garantire, in coordinamento con le Nazioni Unite, un passaggio regolare e graduale dei poteri, per la *governance* interna del Kosovo, tra la MINUK ed il governo provvisorio che verrà eletto a Pristina nel novembre 2004;

6. Insistere con il « Gruppo dei Cinque » affinché questo convenga entro l'inizio del 2005 su una strategia relativa alla definizione di uno status internazionalmente riconosciuto per il Kosovo, che goda della fiducia del suo popolo, trascenda le divisioni delle comunità e sia accettabile dai paesi limitrofi;

7. Chiedere con insistenza alla NATO di attuare una riforma profonda del Corpo di protezione del Kosovo, al fine di renderlo più efficiente, fornendogli la formazione,

le attrezzature e gli effettivi necessari a svolgere appieno le missioni affidategli;

8. Incoraggiare, se necessario con il concorso dell'UE e dei suoi mezzi di formazione, l'istituzione di un sistema d'insegnamento ed il perseguimento dello sviluppo dei servizi pubblici in tutta l'area dei Balcani occidentali, che coniughino competenza ed affidabilità professionali ad una responsabilità assoluta nei confronti di loro governi democraticamente eletti;

9. Sostenere l'istituzione di un sistema giudiziario e penale solido, fondato sui

diritti dell'uomo, al fine di rafforzare in maniera coerente lo Stato di diritto e garantire che sia dotato di risorse appropriate;

10. Continuare a riconoscere pienamente la necessità che le minoranze prendano parte attiva alla gestione degli affari pubblici ed allo sviluppo istituzionale, sociale e culturale dei paesi in cui vivono;

11. Manifestare il proprio sostegno politico, diplomatico e, se del caso, militare all'integrazione dei Balcani occidentali nelle strutture euro-atlantiche.